

# Les périodiques, l'imprimeur et les libraires du Valais à l'époque du Département du Simplon 1810 - 1813

Le Valais formait de 1802 à 1810 une République dont l'indépendance était garantie par les trois Républiques voisines : Française, Helvétique et Cisalpine.

Par un simple décret impérial publié au *Moniteur*<sup>1</sup> et une proclamation adressée au peuple valaisan<sup>2</sup> par le général Berthier<sup>3</sup> qui occupait le pays, la France s'accrut, en novembre 1810, d'un 130<sup>e</sup> et dernier département : le Département du Simplon.

---

<sup>1</sup> Par décret signé à Fontainebleau le 12 novembre 1810, le général Berthier fut chargé d'occuper le Valais ; il en prit officiellement possession à l'Hôtel de ville de Sion le 14 novembre. Le décret d'annexion du Valais à l'Empire fut signé par Napoléon à Fontainebleau le 15 novembre.

Sur les détails historiques de l'annexion du Valais à la France, cf. Andrée-Marie Sadrain, *La réunion du Valais à la France*, Bourges, 1936 ; Eugène de Courten, *Les Conférences franco-valaisannes de Paris en 1810 et le passage du général Berthier en Valais en 1810-1811*, dans *Annales Valaisannes* (= *Ann. Val.*), 1938, pp. 267-482 ; Léon Meyer, *Centenaire du Valais comme Département du Simplon*, dans *Gazette du Valais*, 1910, No 132 ; Albert Amy, *Napoléon 1<sup>er</sup> et le Canton du Valais*, dans *Echos de Saint-Maurice*, 1938, pp. 81-167.

<sup>2</sup> La proclamation du général Berthier aux habitants du Valais prononcée devant le grand-bailli et les députés a été publiée dans le *Bulletin officiel*, No 46, novembre 1810.

<sup>3</sup> Le général César Berthier était frère du maréchal Louis-Alexandre Berthier qui fut prince de Neuchâtel. Le général arriva à Sion par le Grand-Saint-Bernard avec une partie de sa division et quelques gendarmes. Chanoine A. Grenat, *Histoire moderne du Valais, 1536-1815*, Genève, 1904, pp. 586-587.

Composé de douze cantons groupés en trois arrondissements, avec Sion comme chef-lieu et siège de préfecture, Brigue et Saint-Maurice comme sous-préfectures ; ayant à sa tête pour son administration un Préfet assisté d'un Conseil général de douze membres <sup>4</sup>, le nouveau Département faisait partie de la septième division militaire, était rattaché à Genève pour les douanes et les ponts et chaussées, à Turin pour la régie des sels et des tabacs, à Lyon pour les causes en appel, à Grenoble pour les eaux et forêts et à Besançon pour la gendarmerie <sup>5</sup>.

Cette annexion fut acceptée avec résignation, nous dit l'historien Grenat en relatant la réponse que fit le grand-bailli Stockalper <sup>6</sup> au général Berthier à l'Hôtel de ville de Sion <sup>7</sup>, résignation digne du chef d'un peuple auquel on ravissait despotiquement l'indépendance <sup>8</sup>.

Le chevalier Derville-Malécharde <sup>9</sup>, Résident et chargé d'affai-

<sup>4</sup> W.-A. Liebeskind, *Constitution et organisation judiciaire du Valais*, dans *Dictionnaire Historique & Biographique de la Suisse* (= DHBS), t. VII, p. 25.

<sup>5</sup> Grenat, *op. cit.*, p. 590.

<sup>6</sup> Gaspard-Eugène Stockalper (1750-1826), major de Ganter 1766, grand-châtelain de Brigue 1774, 1790, gouverneur de Saint-Maurice 1786-1787, banneret et colonel au-dessus de la Morge 1795, président du conseil de guerre du Simplon 1799, président du conseil de la République 1802, grand-bailli et délégué de la République à Paris 1810, membre du tribunal suprême 1810, grand-bailli et membre du gouvernement provisoire 1814, grand-bailli 1819, 1823, l'un des signataires de l'entrée du Valais dans la Confédération. *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 251.

<sup>7</sup> La réception officielle du général Berthier à Sion eut lieu le 14 novembre 1810 ; la cérémonie fut précédée par une parade de réception au bas du perron de l'Hôtel de ville et suivie, dans la salle du Conseil, du discours du général Berthier et de la réponse du grand-bailli, enfin de la signature du procès-verbal.

Le comte de Rambuteau raconte dans ses *Mémoires* un épisode analogue : « Je me rappelle l'impression que la figure de l'ancien grand-bailli de Sépibus avait faite sur M. de Roeder, quand celui-ci avait annoncé aux députés valaisans [à Paris] la réunion de leur pays à la France. C'était presque un vieillard, grand, droit, sec, les cheveux blancs. Il était demeuré immobile comme une statue, avec de grosses larmes roulant sur ses joues sans qu'il les sentit couler, sans qu'un geste altérât la majesté de cette muette douleur. » Meyer, *op. cit.* ; *Bulletin officiel du Valais*, N° 8-9, 1811 ; *Mémoires du Comte de Rambuteau*, publiés par son petit-fils, Paris, 1905, p. 103. Voir plus loin, p. 162, n. 64.

<sup>8</sup> Grenat, *op. cit.*, p. 587.

<sup>9</sup> Claude-Joseph-Parfait Malécharde qui se fera appeler, sans qu'on sache la raison, Derville-Malécharde, naquit à Lyon le 3 avril 1774. Pendant la Révolution française, il s'engage à l'armée d'Italie où on le trouve agent militaire chargé de plusieurs missions par le général Bonaparte. Puis il devient substitut du commissaire civil du Directoire. En l'an III (1794-1795), il est nommé secrétaire général de la Légation française à Milan ; en l'an XI, (1802-1803), chargé d'affaires à Lucques. C'est là qu'il reçoit sa nomination de Résident français en Valais en remplacement d'Echasseriaux (1806). Sadrain, *op. cit.*, chap. III et IV ; *Armorial valaisan*, p. 79 ; *Souvenirs du Capitaine Hyacinthe Clemenso*, dans *Ann. Val.*, 1957, p. 39, n. 1.

res de France à Sion depuis octobre 1806, avait été le principal artisan de cette annexion<sup>10</sup> ; aussi fut-il nommé par Napoléon premier Préfet du nouveau Département du Simplon (16 janvier 1811)<sup>11</sup> et installé en cette qualité par le général Berthier agissant au nom de l'empereur (25 février 1811).

## I

### Les périodiques

#### 1. Bulletin officiel

1803-1811

Au moment de l'annexion, paraissaient à Sion un agenda de poche et un almanach, celui-ci intitulé : *Haus-Kalender* ou *Almanach de la maison*. Ce dernier comprenait le calendrier, la nomenclature des autorités civiles et religieuses, enfin une petite historiette de mince valeur<sup>12</sup>.

Le seul vrai périodique était le *Bulletin officiel et Feuille d'Avis*. Publié et concédé<sup>13</sup> par le gouvernement valaisan au

---

<sup>10</sup> La diplomatie de Derville-Malécharde auprès des Valaisans avait joué tous ses atouts, le jeu fut gagné. La route du Simplon servait de prétexte, mais le Valais devait passer au Grand Empire : c'était une affaire entendue depuis longtemps. Le pays offrait des points trop stratégiques pour pouvoir rester indépendant face au conquérant du monde. Meyer, *op. cit.*

Dans la session du 14 mai de la même année, le grand-bailli de Sépibus adressait à la Diète ces paroles — combien confiantes encore ! — sur Napoléon : « Notre Auguste Protecteur continue à nous honorer de la même bienveillance dont il nous a déjà donné des preuves depuis l'établissement de la République. Notre pays, quoique un point presque imperceptible à côté de la série des Etats soumis à sa domination et à son influence, n'échappe pas à sa clairvoyance. Le Grand Napoléon n'est point indifférent à son bien-être. Au milieu des efforts qu'il ne cesse de faire pour procurer la prospérité à ses sujets, il ne perd pas de vue celle de notre République. » *Abscheids*, session de mai 1810, pp. 2-3. Voir plus loin, p. 162, n. 64.

<sup>11</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 103.

<sup>12</sup> Léon Imhoff, *Les Almanachs du Valais*, dans *Ann. Val.*, 1939, pp. 491-496.

<sup>13</sup> Concession au bourgmestre Janvier de Riedmatten qui avait obtenu de la Diète la rédaction de cette feuille sa vie durant. Louis Courthion, *Histoire de la presse valaisanne*, dans *Wissen und Leben*, 1911, p. 851.

bourgmestre Janvier de Riedmatten<sup>14</sup> qui en fut l'initiateur et le rédacteur dès le début (4 septembre 1803), ce périodique peut être regardé comme l'un des précurseurs de nos journaux actuels, puisque, à côté des nouvelles officielles, il publiait aussi des nouvelles du Valais et de l'étranger.

Les discours d'ouverture et de clôture des sessions de la Diète ; les comptes rendus des fêtes données en Valais, principalement à Sion, pour l'anniversaire du couronnement de l'empereur Napoléon<sup>15</sup> ; la réception des chargés d'affaires près de notre République<sup>16</sup> ou l'annonce de la naissance du Roi de Rome<sup>17</sup> figurent dans ces premiers Bulletins.

On y trouve aussi la description de la fête anniversaire de l'indépendance du Valais<sup>18</sup> ; la cérémonie du baptême du fils de M. Eugène Stockalper à Brigue<sup>19</sup> ou celui de Maurice-Hugues-Léopold-Rodolphe Derville-Maléchar, fils du Résident, né à Sion le 29 novembre 1808<sup>20</sup> ; le passage par le Valais de Leurs Altesses Royales le Prince Eugène, Vice-Roi d'Italie, et de son épouse, née princesse Auguste-Amélie-Louise de Bavière, avec le récit des réceptions qui leur furent offertes à Sion et à Brigue<sup>21</sup>.

Des pages sont consacrées aux calamités survenues dans le

---

<sup>14</sup> Janvier-Alphonse de Riedmatten (1763-1846), grand-châtelain de Sion 1817, député aux Diètes cantonale 1802-1816, 1824-1836, et fédérale 1835, président du premier Conseil d'Etat 1839-1840. J.-B. Bertrand, *La Régénération valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1941, p. 218 ; *DHBS*, t. V, p. 485. — Le *Nouvelliste vaudois* du 4 septembre 1798 déplorait qu'il n'y ait en Valais « point de feuille villageoise et qu'on n'y publie pas seulement les décrets ». Aussi, l'année suivante, les commissaires helvétiques Wild et de Loës recommandent-ils avec insistance la création d'un journal hebdomadaire qui, en plus des indications d'état-civil et la mercuriale des marchés de Münster, Brigue, Viège, Sierre, Sion, Martigny, Saint-Maurice et Monthey, publierait « quelques nouvelles helvétiques et étrangères écrites avec la plus grande modération et sans vestiges d'attaque sur les opinions favorites du pays ». Cf. Michel Salamin, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique*, dans *Vallesia*, t. XII, 1957, p. 38, n. 14, et p. 77. Quatre ans plus tard, et dans un autre statut politique, le journal créé par de Riedmatten avait repris ce programme.

<sup>15</sup> *Bulletin officiel*, No 49, 1810.

<sup>16</sup> *Ibidem*, Nos 32 et 35, 1804.

<sup>17</sup> *Ibidem*, No 11, 1811.

<sup>18</sup> *Ibidem*, No 2, 1803.

<sup>19</sup> *Ibidem*, No 50, 1808.

<sup>20</sup> Par décret du 2 décembre 1808, la Diète de la République du Valais ayant voulu donner à Son Excellence M. Derville-Maléchar, une marque de haute estime du gouvernement, après avoir voté que cet enfant serait tenu sur les fonts baptismaux au nom de la République, accorde à Maurice-Hugues-Léopold-Rodolphe Derville-Maléchar la citoyenneté valaisanne. Le présent diplôme inscrit sur vélin, scellé du grand sceau de la République et enfermé dans une boîte d'argent aux mêmes armes, sera offert à Son Excellence M. Derville-Maléchar pour être transmis un jour à cet enfant. *Recueil des lois officielles du Valais*, t. II, 1808, pp. 207-208.

<sup>21</sup> *Bulletin officiel*, No 29, 1810.



pays — avalanches, inondations, tremblement de terre et incendies —, suivies d'articles agricoles concernant l'élevage du bétail, le traitement des vins, les maladies des blés et des vignes, ainsi que des conseils d'hygiène et d'économie domestique. L'« établissement d'un Collège et pensionnat dans l'Abbaye de Saint-Maurice » le 1<sup>er</sup> novembre 1806 ou l'ouverture des cours au Collège de Sion le 2 novembre 1810 « par les R. R. Professeurs des années près-expirées »<sup>22</sup> ; la construction de l'église de la Sainte-Trinité à Sion et les collectes en sa faveur<sup>23</sup> ; les arrêts du tribunal et leur exécution<sup>24</sup> ; enfin quelques rares annonces de marchands, toutes ces matières compensaient, dans la mesure du possible, l'absence d'un véritable journal.

L'impression de ce maigre périodique, sur un papier grossier, n'est guère soignée. La « composition » fourmille de fautes d'orthographe, la disposition est sans ordre, le tout se mélange et se coudoie familièrement... « Il faut tenir compte de ce laisser-aller, écrit Oggier<sup>25</sup> ; l'imprimeur n'ayant pas de règles fixées, il agissait selon son plaisir et sa volonté. Ajoutez à cela le peu d'empressement que mettait l'Etat pour sa rétribution, nous pouvons juger des résultats obtenus. »

Malgré ces conditions précaires, notre *Bulletin et Feuille d'Avis* continue cependant de cheminer cahin-caha jusqu'à la réunion de notre pays à la France, qui causera la disparition de ce modeste organe officiel.

Dès le 18 novembre 1810, il porte les premières marques de cette annexion : les mots *Empire français* remplacent l'ancienne désignation : *République du Valais*. Quelques jours plus tard, la titulature se complète par une mention plus distinctive : *Département du Simplon*<sup>26</sup>. Mais les jours du *Bulletin* sont comptés ; quelque temps après, en effet, l'obligation de l'assujettissement au droit de timbre provoque sa mort<sup>27</sup>.

Ce qui n'est certes pas accueilli avec plaisir par son rédacteur-fondateur, car c'est avec mélancolie que Janvier de Riedmatten annonce au public « que vu l'assujettissement au droit de

---

<sup>22</sup> L'« établissement » du Collège de Saint-Maurice fait l'objet d'un long article dans le *Bulletin officiel* du dimanche 26 octobre 1806, N° 43. Le communiqué concernant le Collège de Sion a paru dans le *Bulletin officiel* du 28 octobre 1810, N° 43.

<sup>23</sup> *Ibidem*, N° 52, 1805.

<sup>24</sup> *Ibidem*, Nos 17 et 39, 1809.

<sup>25</sup> Gustave Oggier, *Le centenaire du Bulletin officiel*, Sion, 4 septembre 1903, p. 9.

<sup>26</sup> *Bulletin officiel*, 25 novembre 1810.

<sup>27</sup> *Ibidem*, dernier numéro, du 28 avril 1811.

timbre, etc. il lui est impossible de continuer la publication de ce *Bulletin* »<sup>28</sup>.

Ce droit de timbre n'est au fond qu'une censure camouflée, imposée par l'occupant<sup>29</sup> en territoires annexés<sup>30</sup>, conformément à la nouvelle situation du Valais devenu Département du Simplon.

C'est ainsi que cette modeste feuille porteuse des joies et des peines de l'époque, ancêtre de nos journaux, interrompit sa carrière pour faire place au nouvel organe administratif imposé par l'autorité française.

## 2. Mémorial administratif de la Préfecture du Département du Simplon 1811-1813

Après le départ des troupes d'occupation du général Berthier et la remise des pouvoirs à Derville-Malécharde, l'autorité administrative du Département du Simplon substitua à l'organisation antérieure la stricte et précise administration napoléonienne<sup>31</sup>, assumée par le nouveau Préfet aidé par le Conseil général du Département<sup>32</sup>.

Dès son installation, Derville-Malécharde s'applique tout entier à cette organisation systématique du pays selon les lois françaises<sup>33</sup>. La tâche est ardue, les difficultés nombreuses, les mœurs du pays n'étant pas préparées à ces innovations. L'indolence

---

<sup>28</sup> *Ibidem*, numéros du 14 avril et suivants.

<sup>29</sup> Les *Bulletins* de 1811, Nos 14, 15, 16, portent deux sceaux de la censure, l'un ayant en exergue : *Département du Simplon*, et l'autre, l'œil de la censure entouré de cette légende : *A timbrer — Extraordinaire*.

<sup>30</sup> Stockalper v. Thurm, *Décret impérial sur l'organisation du Département du Simplon*, dans *Akten mässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis*, chap. III, § 43, pp. 119-128.

<sup>31</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 104.

<sup>32</sup> Le Conseil général du Département a été nommé par le décret impérial du 12 avril 1812. *Annuaire de la Préfecture du Département du Simplon*, Sion, 1813, p. 43.

<sup>33</sup> Les préfets français n'ont pas « maintenu presque intégralement les institutions établies », comme le pensait M. Henri de Preux, mais « l'organisation administrative aussi bien que l'organisation judiciaire de l'Empire ont été appliquées sans réserves au Département du Simplon ». Jean-Charles de Courten, *Notes sur le Valais passage international*, dans *Ann. Val.*, 1918, pp. 85-86. Albert Amy (*op. cit.*, p. 166) précise que les magistrats et fonctionnaires valaisans furent maintenus dans les emplois publics, mais que « toute l'administration fut francisée sur le modèle napoléonien ».

naturelle des Valaisans, peu soucieux de progrès, de confort et d'ordre, ainsi que le peu d'empressement des autorités locales à l'exécution des lois, témoignaient une indifférence secondée par une sourde irritation contre l'occupant. C'était pour ce dernier autant d'entraves à surmonter !

Les archives laissées par Echasseriaux<sup>34</sup> qui avait précédé Derville-Maléhard à la Légation française en Valais, sont incomplètes et difficiles à constituer<sup>35</sup>. Les lois du pays sont négligées, mal appliquées, même inconnues, voire non-publiées<sup>36</sup>... « Tout est à faire car... en Valais, tout est à créer », note Derville-Maléhard<sup>37</sup>.

Pour réformer cet état de chose et l'adapter aux principes qu'il a mission de suivre, le Préfet, à l'instar de ce qui se pratique dans le reste de l'Empire, aura recours à l'aide de la presse.

Par arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1811, le Préfet du Département du Simplon considère d'une part que « dans un Département nouvellement réuni, où l'ignorance des lois de l'Empire est générale, les communications ordinaires du Préfet avec les autorités locales ne peuvent suffire à l'instruction des fonctionnaires et des citoyens », et que, d'autre part, « il devient indispensable de répandre par les moyens possibles, les lumières, la connaissance des lois, des décisions du gouvernement, de tracer aux fonctionnaires et aux administrés la ligne de conduite de leurs attributions et de leurs devoirs » ; or, Derville-Maléhard constate que « ce but ne peut être atteint que par la publication d'une feuille périodique semblable à celle déjà en usage dans les autres Départements de l'Empire ».

---

<sup>34</sup> Joseph Echasseriaux, né près de Saintes en 1753. Député à la Législative, à la Convention, au Conseil des Cinq-Cents et au Tribunat. Sous l'Empire, il représente la France en Valais, du 31 juillet 1804 au 12 février 1806. A la demande de Monge, son beau-père, il avait obtenu son rappel le 31 janvier 1806 « pour retirer sa famille d'un pays malsain, où elle est assaillie par les goudres et le crétinisme »... De Sion, il ira à Lucques et Piombino en Italie.

Il se retire de la vie politique en 1814 et meurt en 1823.

Durant son séjour en Valais, il publie : *Discours prononcé le jour du couronnement devant la Diète générale, les premières autorités du Valais et les militaires français en garnison à Sion*, sans date ni lieu d'impression ; *Projet de pacification générale*, Vendémiaire, An XIV, Sion, 1805 ; *Lettres sur le Valais et les mœurs de ses habitants*, Paris, 1806. Cf. Sadrain, *op. cit.*, p. 26 ; DHBS, t. I, p. 288 ; *Souvenirs du Capitaine Clemenso*, dans *Ann. Val.*, 1957, p. 39, n. 2 ; notes personnelles.

<sup>35</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 43.

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 56. C'est ce que constatait déjà le Conseil d'Etat du Valais dans un message à la Diète valaisanne en novembre 1808, reconnaissant que « dans une grande partie du pays, les lois ne sont pas même publiées, ni connues ». Amy, *op. cit.*, p. 162.

<sup>37</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 102.

**M É M O R I A L**

A D M I N I S T R A T I V

De la préfecture du Département du  
Simplon.



**Memorial**

der Verwaltung der Präfektur  
des Departements des Simpelbergs.

Sitten den 1. May 1811.

Sion, le 1 Mai 1811.

**A R R Ê T É**

*Sur l'établissement du Memorial.*

LE PRÉFET du département du Simplon, chevalier de l'Empire, membre de la Légion d'honneur,

Considérant que dans un département nouvellement réuni, où l'ignorance des lois de l'Empire est générale, les communications ordinaires du Préfet avec les autorités locales ne peuvent suffire aux demandes & à l'instruction des fonctionnaires & des citoyens ;

Qu'il devient indispensable de répandre par tous les moyens possibles les lumières, la connaissance des lois & des décisions du gouvernement, de tracer aux fonctionnaires & aux administrés la ligne de leurs attributions & de leurs devoirs ;

Considérant que ce but ne peut être atteint que par la publication d'une feuille périodique, semblable à celles déjà en usage dans les autres Départements de l'Empire.

**A R R Ê T É :**

ART. 1. A dater du 1 Mai 1811, il paraîtra le mercredi de chaque semaine une feuille ayant pour titre : *Memorial administratif de la Préfecture du département du Simplon.*

Cette feuille sera imprimée à deux textes l'un français et l'autre allemand.

ART. 2. Les actes administratifs insérés au Memorial seront considérés comme officiels.

ART. 3. Toutes les communes seront abonnées d'office au Memorial.

Les fonctionnaires autres que les Maires & les particuliers ou fonctionnaires pourront s'abonner annuellement.

**B e s c h l u ß**

über die Einführung des Memorials.

Der Präfelt des Departements des Simpelbergs, Reichsrat, und Mitglied der Ehrenlegion.

In Erwägung, daß in einem neu vereinigten Departement, wo die Unkunde der Gesetze des Reichs allgemein ist, die gewöhnlichen Mittheilungen des Präfeltes mit den Ortsbehörden den Ansichten, und der Unterweisung der Beamten und der Bürger nicht hinreichen können, daß es mithin unumgänglich nöthig ist, durch alle möglichen Mittel die Einsichten, die Wissenschaft der Gesetze und Entscheidungen der Regierung zu verbreiten und den Beamten und Verwalteten die Linie ihrer Attributen, und Pflichten zu ziehen.

In Erwägung daß dieser Zweck nicht anders, als durch die Herausgabe eines periodischen Blattes, gleich jenem, so in den übrigen Departementen des Reichs üblich ist, kann erreicht werden.

**B e s c h l e ß t :**

ART. 1. Vom 1. May 1811 an, wird am Mittwoch einer jeden Woche ein Blatt herauskommen, welches am Titel führen wird : *Administrations-Memorial der Präfektur des Departements des Simpelbergs.*

Dieses Blatt wird in zwey Sprachen : nemlich in der französischen und in der deutschen herauskommen.

ART. 2. Die in diesem Memorial eingeruckten Administrations-Akte sollen als amtlich angesehen werden.

ART. 3. Alle Gemeinden werden sich von Amtswegen diesem Memorial abonnieren.

Die Beamten, außer dem Maire, so wie auch Partikular-Personen, die nicht Beamte sind werden sich dem Memorial abonnieren.

Il arrête donc :

A dater du 1<sup>er</sup> mai 1811, il paraîtra le mercredi de chaque semaine une feuille ayant pour titre : *Mémorial administratif de la Préfecture du Département du Simplon*.

Fait à Sion, à l'hôtel de la Préfecture<sup>38</sup>, le 1<sup>er</sup> mai 1811.

Derville-Maléchar, préfet,  
Roullier, secrétaire<sup>39</sup>.

Cette feuille hebdomadaire, au format in 4<sup>o</sup>, paraîtra régulièrement dans les deux langues, le français et l'allemand. Elle comprendra quatre à six pages de texte par numéro, au prix de fr. 10.— d'abonnement annuel.

Comme son créateur l'indique, le *Mémorial* est principalement destiné à la connaissance des lois et des décisions gouvernementales.

Alors, écrit Pie Philippona<sup>40</sup>, « la nourriture officielle est distribuée par le *Mémorial*, organe administratif dépourvu de toute manne intellectuelle, Napoléon n'aimant pas les idéologues ».

Pour le même motif, Jules-Bernard Bertrand considère que cette feuille ne saurait se rattacher au journalisme<sup>41</sup>.

« C'est en lisant le *Mémorial* que l'on peut suivre l'activité des administrateurs du Département du Simplon », écrit de son côté Marie-Andrée Sadrain<sup>42</sup>.

On s'y rend compte que le préfet Derville-Maléchar et son remplaçant intérimaire le sous-préfet Loccard<sup>43</sup> s'évertuent à inculquer à leurs collaborateurs — sous-préfets, maires, adjoints et

---

<sup>38</sup> Actuellement propriété de M. Alphonse de Kalbermatten, architecte, et de M. le colonel Guillaume de Kalbermatten. Maison sise à la rue de Lausanne, rénovée et entièrement transformée dans le courant du XVIII<sup>e</sup> siècle par le général Grégoire de Kalbermatten. Cette maison devint sous le régime français l'hôtel de la Préfecture du Département du Simplon. Elle a conservé ce nom. Cf. *La Maison bourgeoise en Suisse*, vol. XXVII, *Le canton du Valais*, Zurich, 1935, p. XXI.

<sup>39</sup> Texte des première et deuxième pages du *Mémorial*, 1<sup>er</sup> mai 1811 ; voir planche ci-jointe.

La collection du *Mémorial du Département du Simplon* comprend les numéros parus du 1<sup>er</sup> mai 1811 au 29 avril 1813, soit 708 pages de texte.

<sup>40</sup> Pie Philippona, *Histoire de la presse valaisanne*, dans *Le livre des Editeurs de journaux suisses*, Zurich, 1915.

<sup>41</sup> J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1931, p. 36.

<sup>42</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 109.

<sup>43</sup> Le sous-préfet Loccard, avant sa venue à Sion, était sous-préfet de Borgo San Donnino (alors Département du Taro) ; transféré en Valais en 1811, il remplace Derville-Maléchar en congé, puis assure l'intérim entre celui-ci et Rambuteau. *Ibidem*, p. 112.

conseillers municipaux — leurs conseils de sage administration <sup>44</sup>, d'organisation et de bonne tenue des archives <sup>45</sup>.

Plusieurs arrêtés sur la poursuite des déserteurs et réfractaires (l'un des principaux griefs formulés à la députation valaisanne à Paris en 1810) <sup>46</sup>; l'arrêté sur les douanes pour empêcher l'introduction des marchandises anglaises boycottées par la France; l'entretien des routes nécessaires au passage des troupes; la mise en vigueur du Code Napoléon; l'organisation de la police municipale et des prisons; la conscription militaire, telles sont les premières « lumières » qui doivent éclairer le pays.

Cependant, l'hygiène et la santé publique sont encouragées par la publication de tableaux des médecins, pharmaciens et sages-femmes <sup>47</sup>, par la vaccination obligatoire, par l'institution de cours de sages-femmes <sup>48</sup> et la création par Sa Majesté l'Impératrice Marie-Louise d'une société maternelle ayant pour but de secourir les pauvres femmes en couches <sup>49</sup>.

L'agriculture n'est pas oubliée. Des conseils pour l'exploitation et la mise en valeur des ressources naturelles du pays comme la culture de la betterave ou la production de l'indigo, l'élevage du bétail, l'exploitation des forêts <sup>50</sup>, etc., etc., complètent les directives administratives.

Le commerce figure au *Mémorial* par les recensements, la statistique des tanneries et des moulins, ainsi que des rares industries existantes <sup>51</sup>.

---

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 109.

<sup>45</sup> *Mémorial*, 1811, p. 32. — On peut relever aussi la circulaire de Derville-Malécharde aux maires du Département (29 octobre 1812), pour les aviser de la reprise des cours : « Je m'empresse, écrit le Préfet, de vous prévenir que la rentrée des classes pour les Collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigue, aura lieu dans la première semaine de novembre. Il conviendra de faire publier dimanche prochain dans vos Communes, à l'issue des offices paroissiaux, soit en toute autre manière, que les cours sont distribués de la manière suivante :

A Sion : Philosophie, Rhétorique, Mathématiques, Humanités, Grammaire, Classe élémentaire ;

A Saint-Maurice : Mathématiques, Humanités, Grammaire, langue Française, Classe élémentaire ;

A Brigue : Grammaire, Classe élémentaire, Classe de lecture.

Veuillez, Messieurs, ne rien négliger pour donner aux dispositions ci-dessus la plus grande publicité possible.

Je vous salue affectueusement.

Derville-Malécharde.

*Mémorial*, No 90, 4 novembre 1812.

<sup>46</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 87 ; de Courten, *op. cit.*, pp. 283-284 ; Amy, *op. cit.*, p. 161.

<sup>47</sup> *Mémorial*, No IX, 1811.

<sup>48</sup> *Ibidem*, No 51, 1812.

<sup>49</sup> *Ibidem*, No XXIII, 1811.

<sup>50</sup> *Ibidem*, No 56, 1812.

<sup>51</sup> *Ibidem*, No 34, 1811.

La réglementation de la chasse et de la pêche, l'établissement de gardes forestiers<sup>52</sup>, le prix des denrées alimentaires, les poids et mesures, la valeur des monnaies du pays et des monnaies étrangères, même quelques ordonnances de police de la ville de Sion qui avait comme maire M. Joseph de Lavallaz<sup>53</sup>, rien n'est omis par le zélé rédacteur du *Mémorial*.

Certainement, plusieurs de ces mesures ne sont pas bien accueillies par nos populations ; nous citons : la conscription militaire, la vaccination, la suppression des corporations religieuses, notamment des couvents de capucins de Sion et de Saint-Maurice<sup>54</sup>, mais rien n'arrête la ligne de conduite que suit Derville-Malécharde pour ses administrés.

Quelques rares nouvelles, celles que le Préfet jugeait utiles de faire connaître, avaient seules le droit de presse<sup>55</sup>. Ces nouvelles concernaient principalement l'Empire. Les bulletins de victoire de la Grande Armée en Russie ou les opérations de la guerre d'Espagne ; l'arrivée du Pape Pie VII à Fontainebleau ; la célébration, à Sion, de l'anniversaire du couronnement de Sa Majesté Impériale et Royale, autant de nouvelles étalées à profusion ! Quant aux nouvelles du Valais, l'incendie de Collombey du 8 février 1812 ou la réception du successeur de Derville-Malécharde par le sous-préfet Loccard<sup>56</sup>, sont les seules portées à la connaissance des Valaisans.

Mais tout a une fin : le *Mémorial*, comme tant d'autres périodiques

<sup>52</sup> *Ibidem*, No 45, 1812.

<sup>53</sup> Joseph-Maurice du Fay de Lavallaz (1758-1834), châtelain de Bramois et de Granges 1796-1798, nommé régisseur de la commune de Sion 1799, élu président de la municipalité 1800, il refuse cette fonction ; sous-préfet helvétique en 1801, il est cassé par le général Turreau, puis devient vice-conseiller d'Etat en 1802 ; sous le régime français, il est nommé maire de Sion par Napoléon ; il demeure membre du conseil municipal jusqu'à sa mort. Il avait épousé Madeleine-Anne-Marie de Courten (1768-1832), fille d'Ignace-Pancrace, de Sierre, et de Marie-Catherine Ballet, de Loèche. Lors du passage en Valais de l'ex-impératrice Joséphine, en juillet 1812, M<sup>me</sup> de Lavallaz lui fut présentée en grand costume valaisan des dames de Sion.

L'activité de M. de Lavallaz comme maire de Sion fut considérable, notamment par ses heureuses initiatives pour assurer l'assainissement, la propreté et l'embellissement de la ville. Il se mit en rapport avec MM. Bordier et C<sup>ie</sup>, de Versoix, pour éclairer les rues à l'aide de lampes à réflexion ; six lampes placées aux principaux carrefours devaient produire un éclairage suffisant.

Cf. *Almanachs de poche du Valais*, de 1800 à 1834 ; *Armorial valaisan*, p. 147 ; Jeanne Cretton, *Le passage en Valais de l'impératrice Joséphine en 1812*, dans *Ann. Val.*, 1953, p. 364 ; *Famille de Courten. Généalogie et Services militaires*, Metz, 1885, p. 71 ; *DHBS*, t. III, p. 69 ; Sadrain, *op. cit.*, pp. 107-108 ; Salamin, *op. cit.*, p. 265.

<sup>54</sup> Sulpice Crettaz, *Les Capucins en Valais*, 2<sup>e</sup> éd., Saint-Maurice, 1939, pp. 140-141 ; Armin Breu, *Die Schweizer Kapuziner im Oberwallis*, Sitten, 1941, p. 118.

<sup>55</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 109.

<sup>56</sup> Voir plus haut, note 43.

**ANNUAIRE**  
**DE LA PRÉFECTURE**  
**DU DÉPARTEMENT**  
**D U**  
**S I M P L O N.**  
**1813.**

---

**A S I O N,**  
**De l'Imprimerie d'ANTOINE ADVOCAT,**  
**Imprimeur de la Préfecture.**

---



diques, disparaît dans les remous politiques. La confiance de Sa Majesté l'ayant appelé en mars 1813 à la préfecture de la Sarthe<sup>57</sup>, Derville-Malécharde quitte ce pays du Valais où il s'est si peu accoutumé, et y est remplacé par Rambuteau<sup>58</sup>. Ce départ scella définitivement le sort du *Mémorial* qui cessa de paraître après son numéro du 29 avril 1813.

### 3. Annuaire de la Préfecture du Département du Simplon 1813

Outre le *Mémorial* administratif, nous avons un autre témoin du régime français en Valais. Se substituant à l'almanach et à l'agenda de poche de la période antérieure, apparaît en 1813 une brochure de 96 pages appelée : *Annuaire du Département du Simplon*.

Les premières années qui suivirent l'annexion, une certaine liberté fut encore tolérée, dont bénéficia l'imprimeur Antoine Advocat qui continuait d'imprimer son almanach et son agenda, en s'adaptant aux circonstances du moment. Tandis que ses almanachs pour l'an de grâce 1810 portaient — pour la dernière fois — l'écusson aux douze étoiles surmontant l'inscription : *République du Valais*, notre maître-imprimeur relègue, en 1811 et 1812, ses écussons républicains au fond d'un tiroir jusqu'à des temps meilleurs. Il les remplace par des vignettes sans importance et sans caractères distinctifs. D'imprimeur de la République il devient : *Antoine Advocat, imprimeur à Sion*. Pour 1813, la tolérance n'est plus permise et Derville-Malécharde s'impose. La transformation est radicale : tout est mis en œuvre pour effacer les modestes anciens almanachs. La rédaction, le format, le contenu, tout est désormais conçu sous l'œil de l'administrateur-préfet pour la gloire de l'Empire.

C'est dans un nouvel habit que se présente l'*Annuaire de la Préfecture du Département du Simplon. 1813. A Sion, De l'Imprimerie d'Antoine Advocat, Imprimeur de la Préfecture*.

<sup>57</sup> Derville-Malécharde est transféré de la préfecture du Simplon à celle de la Sarthe par décret du 13 mars 1813. *Armorial valaisan*, p. 79.

<sup>58</sup> Claude-Philibert Barthelot, comte de Rambuteau, né à Charray (Seine-et-Oise) en 1781, fut chambellan de Napoléon I<sup>er</sup> en 1809 ; créé comte en 1810, puis envoyé en mission en Westphalie en 1811, il est nommé en mars 1813 préfet du Département du Simplon, charge où il succède à Derville-Malécharde ; le 24 décembre de la même année, il quitte le Valais où pénètrent les troupes autrichiennes. On le trouve ensuite préfet de la Loire 1814, député à la Chambre 1827, préfet de la Seine 1833, conseiller d'Etat et pair de France 1835. Il meurt dans son château de Champgrenon (Saône-et-Loire) en 1869. Il avait épousé en 1808 Marie-Adélaïde-Charlotte de Narbonne-Lara (1790-1856), petite-fille de Louis XV. Cf. Grenat, *op. cit.*, p. 596 ; *Armorial valaisan*, p. 23 ; Henri Vrignault, *Les enfants de Louis XV*, Paris, 1954, pp. 111-112 ; *Souvenirs du Capitaine Clemenso*, dans *Ann. Val.*, 1957, p. 39, n. 3.

Une description physico-astronomique de la terre, de son mouvement, des planètes, des signes du Zodiaque, des phases de la lune, des quatre saisons et des éclipses<sup>59</sup>, sert d'entrée en matière. Elle est suivie par le comput ecclésiastique, les fêtes mobiles et un calendrier mensuel des foires et des marchés<sup>60</sup>.

Les dix pages suivantes sont consacrées aux autorités de l'Empire français, à la famille impériale de Napoléon ainsi qu'aux dignitaires, maréchaux, sénateurs, ministres, inspecteurs, conseillers d'Etat, et aux différents ministères de France<sup>61</sup>.

Une description géographique et topographique du nouveau Département du Simplon, complétée par quelques tableaux statistiques, s'intercale entre la précédente nomenclature et celle des autorités civiles et religieuses du Département<sup>62</sup>.

Enfin, pour terminer et clôturer dignement cet opusculé, et pour donner à nos Valaisans une bonne leçon de géographie, notre *Annuaire* leur met sous les yeux des tableaux indiquant la division territoriale de l'Empire avec ses Départements, le nom de leur chef-lieu et le chiffre de leur population<sup>63</sup>.

Mais l'homme propose et Dieu dispose ! Derville-Malécharde, comme tant d'autres, n'a pu prévoir l'avenir. Ainsi que son aîné, le *Mémorial*, et pour les mêmes raisons, l'*Annuaire du Département du Simplon* a marqué simplement son passage, 1813 étant à la fois l'année de sa création et celle de sa fin prématurée...

Avant de clore ce chapitre consacré aux périodiques parus durant les trois années du régime français chez nous, revenons au premier, le *Bulletin officiel*, qui, humblement, s'était effacé pour laisser place aux nouveaux venus. A la chute de Napoléon, le Valais recouvre son indépendance, sanctionnée par le traité de Vienne (1815) : le *Bulletin officiel* peut reparaître, patronné par son initiateur-rédacteur Janvier de Riedmatten, qui annonce ainsi sa résurrection :

Pour donner suite au désir manifesté par la Diète, la publication de ce dernier reprendra son cours sur le pied où il était jusqu'à la fin de 1810 et reparaitra au début de 1816.

Ainsi délibéré au Conseil d'Etat à Sion, le 11 janvier 1816.

Le Grand-Baillif de la République :  
de Sépibus<sup>64</sup>

<sup>59</sup> *Annuaire du Département du Simplon*, 1813, pp. 3, 6.

<sup>60</sup> *Ibidem*, pp. 7, 18.

<sup>61</sup> *Ibidem*, pp. 19, 28.

<sup>62</sup> *Ibidem*, pp. 28, 83.

<sup>63</sup> *Ibidem*, pp. 84, 96.

<sup>64</sup> *Bulletin officiel*, 1816, p. 3. — Léopold de Sépibus (1759-1832), de Mörel, fut major de Mörel 1781 et 1789, gouverneur de Saint-Maurice 1781-1782 et 1794-1795, capitaine du Dizain de Mörel 1781-1798, juge cantonal 1798-1799, président du Conseil de guerre des insurgés du Haut-Valais 1799, grand-bailli 1807-1810, 1814-1817, 1827-1829, 1831-1832. Cf. Paul de Rivaz, *Famille de Sépibus*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> s., 1933, pp. 142-144 ; Eugène de Courten, *op. cit.*, *passim* ; *Armorial valaisan*, p. 240 ; L. Dupont Lachenal, *Les Chefs d'Etat du Valais*, dans *Ann. Val.*, 1946, p. 121 ; Salamin, *op. cit.*, p. 273.

## II

### L'imprimeur

Depuis 1803, l'imprimerie des Hauts Magistrats de la Bourgeoisie de Sion était la propriété d'Antoine Advocat<sup>65</sup>. Ce dernier, issu d'une famille originaire d'Abondance en Haute-Savoie, établie au début du XVII<sup>e</sup> siècle dans la noble contrée de Venthône-Miège où elle devint bourgeoise, s'était installé à Sion en qualité de relieur de profession. C'est probablement en raison de cette qualité, qu'il se vit appelé à diriger l'imprimerie « des Hauts-Magistrats de la Bourgeoisie de Sion », comme il nous l'apprend lui-même : « On m'a confié l'imprimerie le 22 may 1785. Dès lors je me suis appelé *Antoine Advocat, imprimeur à Sion*.<sup>66</sup> »

Il avait épousé, le 19 juillet 1784, Marie-Anne Rossier, fille du Lieutenant Adrien Rossier de Saint-Maurice de Laques, passant outre à l'opposition de tous ses parents<sup>67</sup>. Il deviendra la souche des trois générations d'imprimeurs sédunois de son nom.

Son officine jouissant du privilège accordé par les autorités était considérée comme imprimerie officielle de l'Etat et pouvait même à ce titre être séquestrée au besoin.

Quand, après l'invasion française de 1798, la situation politique se fut de nouveau améliorée, Antoine Advocat, l'un des patriotes ardemment hostiles à l'occupation, continua d'exploiter son imprimerie avec l'aide de son frère Joseph. Ses ateliers, situés à la rue des Portes neuves<sup>68</sup>, joutaient au couchant le bâtiment de M. Louis-Grégoire de Kalbermatten où le général Berthier avait, en 1803, établi son quartier général et où plus tard, à l'époque du Département du Simplon, logeaient les bureaux de la Préfecture, nom qu'on lui donne aujourd'hui encore<sup>69</sup>.

---

<sup>65</sup> Né à Venthône en 1747, mort à Sion en 1816 ; cf. Léon Imhoff, *Un point d'histoire typographique. Comment fut vendue en 1803 l'imprimerie des Hauts-Magistrats de la Bourgeoisie de Sion*, dans *Ann. Val.*, 1944, pp. 229-236.

<sup>66</sup> *Livre de raison* de l'imprimeur Advocat (en notre possession), p. 1.

<sup>67</sup> *Livre de raison*, p. 178.

<sup>68</sup> Où se trouve actuellement la cordonnerie Morand.

<sup>69</sup> Cf. note 38 ci-dessus et René de Preux, *Autour d'un procès. L'affaire Louis-Grégoire de Kalbermatten*, dans *Ann. Val.*, 1944, p. 209. — Durant les derniers jours de 1801, le préfet national Ch. Emm. de Rivaz fit s'éloigner de la capitale les frères Advocat pour empêcher le général Turreau de leur faire imprimer une proclamation hostile au Valais. Cf. Michel Salamin, *op. cit.*, p. 176 et n. 126. Il ne faut pas confondre Joseph, frère d'Antoine, avec Joseph-Antoine (1785-1845), fils d'Antoine, à qui il succédera en 1816. Cf. Imhoff, *op. cit.*, p. 232, n. 27 ; Salamin, *op. cit.*, p. 257.

Les besoins du pays en imprimés n'étaient pas grands alors. Avec le concours de deux ou trois aides, les frères Advocat suffisaient amplement à servir la Préfecture, la Bourgeoisie, l'Evêché et une maigre clientèle particulière.

La publication de placards, de programmes de théâtre, d'almanachs et agendas, de quelques livres scolaires et religieux, telles sont les principales activités typographiques de ce temps.

Cependant, un ouvrage assez important est sorti des presses Advocat. Le docteur Hildebrand Schiner <sup>70</sup>, qui fut gouverneur de Monthey avant la Révolution et dont l'esprit paraît avoir évolué avec les années, est l'auteur d'une pittoresque *Description du Département du Simplon ou de la ci-devant République du Valais*.

C'est un ouvrage de plus de 500 pages destiné, comme l'auteur l'écrit dans sa préface, à « rompre l'obstiné silence des auteurs sur ce pays » <sup>71</sup>. Le livre contient la description topographique du Département, avec l'indication des us et coutumes de ses habitants et l'histoire de tout ce qu'il y a de remarquable, le tout assaisonné d'assez piquantes considérations de l'auteur. Cette œuvre eut pour origine les relations que Schiner noua en 1802 avec M. Blanchard, ingénieur français envoyé par son gouvernement en Valais pour dresser le plan du pays ; lequel Blanchard avait invité le D<sup>r</sup> Schiner à vouloir bien satisfaire « à ses demandes aussi intéressantes que nombreuses,... relatives à toutes les branches de l'intérêt public » <sup>72</sup>. De cet échange intellectuel sortit la *Description du Département du Simplon, A Sion, chez Antoine Advocat, Imprimeur de la Préfecture du Département*. 1812.

---

<sup>70</sup> Hildebrand-Arnold Schiner (1754-1820), fils de Joseph-Ignace et de Marie-Joseph de Kalbermatten. Il fit des études de droit et de médecine à Montpellier où il obtint, en 1777, le grade de docteur ; sa thèse, intitulée *De variolis*, était dédiée au comte Antoine-Pancrace de Courten. Schiner devint en 1781 grand-châtelain de Bagnes pour son oncle, l'Abbé de Saint-Maurice Georges II Schiner ; il fut ensuite gouverneur de Monthey, d'où le Gros Bellet lui fit prendre la fuite le 8 septembre 1790 et donner sa démission le 10 décembre. Il avait épousé en 1779 Marie-Joseph-Madeleine de Courten (1763-1823), fille de Pierre-Amand et de Marguerite de Courten, de Sierre. Schiner reparait sur la scène politique à l'époque de la République helvétique ; le 31 janvier 1802, il est nommé sous-préfet de Sion par le pseudo-préfet Pittier installé par le général Turreau, à l'indignation des patriotes valaisans. Quand les passions se calmèrent, Schiner renonça à jouer un rôle politique ; il paraît avoir finalement accepté sa disgrâce et avoir évolué au cours des événements qui suivirent, car sa *Description du Département du Simplon* est d'un homme bienveillant et libéral.

Cf. *Généalogie de Courten*, p. 44 ; Alfred Comtesse, *Les Ex-libris valaisans*, dans *Ann. Val.*, 1<sup>re</sup> s., 1929-1930, p. 16 ; *Armorial valaisan*, p. 235 ; Grenat, *op. cit.*, pp. 416-417. 431 ; Eugène Donnet, *Pierre Guillot et le mouvement d'émancipation en Bas-Valais, 1790-1791*, dans *Ann. Val.*, 1940, pp. 133 et suiv. ; Louis Junod, *Berne et les troubles du Bas-Valais en 1790*, dans *Vallesia*, t. XI, 1956, pp. 112 et suiv. ; Salamin, *op. cit.*, pp. 166, 168, 193, 241, 273.

<sup>71</sup> Schiner, *op. cit.*, p. III.

<sup>72</sup> *Ibidem*, pp. IX-X.

Une particularité de cet ouvrage est que certains exemplaires ont été imprimés sur du papier provenant de la papeterie de Vouvry. Ils sont reconnaissables au filigrane de cette fabrique qui appartenait alors à la famille Bois, propriétaire des deux papeteries de Vouvry et de Saint-Gingolph<sup>73</sup>.

Malgré tous les titres officiels et honorifiques, les difficultés n'épargnèrent pas notre imprimeur. En 1810, un simple fait concret, s'ajoutant à bien d'autres, nous montre l'attention qu'on portait aux imprimés.

Dans son almanach allemand pour l'année 1810, Advocat avait imprimé la Fête-Dieu en lettres noires avec une croix à côté. Or, toutes les autres fêtes de l'année étaient écrites en rouge et aucune n'était accompagnée de cette croix, marque qui avait servi l'année précédente à désigner les fêtes supprimées. On devine le scandale ! Cette... particularité typographique ayant produit une impression fâcheuse dans le public, le Conseil d'Etat

<sup>73</sup> Bois, famille originaire de Franche-Comté. Hyacinthe fut d'abord ouvrier papetier à Saint-Claude (Jura français), où il épousa la fille de son patron nommé Chapuis ; les deux époux s'établirent ensuite à Divonne (Pays de Gex, Ain), puis à Saint-Gingolph. Hyacinthe et son frère Emmanuel apparurent vers 1790 à la tête de la papeterie de Saint-Gingolph fondée au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle.

On les trouve aussi, plus tard, à la tête de la papeterie de Vouvry où les Bois fixèrent leur domicile. Plusieurs actes d'emprunt concernant la papeterie de Vouvry sont consignés, par la suite, dans les minutes du notaire Jean-Baptiste Bonvin à Sion. Les emprunteurs sont Jean-François Pignat, conseiller municipal, Louis Parchet et Alexandre Pignat, papetier, qui reprirent la succession des Bois, dont le chanoine et grand-doyen Alphonse Pignat fut l'un des prêteurs. Hyacinthe Bois faisait parfois avec Alexandre Pignat la contrebande de la soie à Genève, commerce dont ils furent presque ruinés. La mort frappa Hyacinthe Bois en 1833, son frère et associé Emmanuel le suivit dans la tombe l'année suivante.

Les descendants de la famille Bois nous sont connus par un recensement de Vouvry de 1837 dans lequel nous trouvons : Jean-Marie Bois, dont l'épouse n'est pas mentionnée (probablement déjà décédée) ; son fils François-Bernard et la femme de celui-ci, Marie Biolley, avec leurs enfants : Joseph-Hyacinthe et Jean-Emmanuel ; le même recensement cite encore Barbe Bois, née Pignat, et sa fille Marie-Reine ; Joseph-Nicolas Bois et ses enfants : Hyacinthe, Joséphine, Célestine, Sophie et Marie-Valérie. Le recensement de Saint-Maurice de 1850 signale encore : Françoise Bois, de Vouvry.

Alexis Chaperon, *Monographie de Saint-Gingolph*, Annecy, 1913, pp. 144-145 ; Clovis Levet, *Vouvry à travers les âges*, Sion, 1935, pp. 18-19 ; *Recensement de Vouvry 1837*, Sion, Archives Cantonales ; *Minutes du notaire Jean-Baptiste Bonvin 1813-1815*, t. III, Archives Communales, Sion. Zénon Schoch a signalé plusieurs filigranes des papeteries Bois ; à Vouvry d'abord : B & P (= Bois & Pignat), fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; à Saint-Gingolph : Bois, 1810 (la date 1751 est erronée) ; H. Bois, 1811 ; Bois & J (sans doute Jaggi ou Yaggi, famille d'origine zurichoise qui dirigea avec les Bois la papeterie de Saint-Gingolph jusqu'en 1848), B & FJ, vers 1820 ; B & FI, après 1830 ; E & B (Emmanuel Bois ?), P<sup>nt</sup> & Bois, B & P, vers 1820-1840 ; Bois A ST-G, 1846. Cf. Z. Schoch, *Papier valaisan*, dans *Ann. Val.*, 1939, pp. 589-592.

dénonça le cas au tribunal ; enquête, jugement se suivent, et l'imprimeur est condamné à une amende de huit livres et aux frais de procédure, et reçoit défense de faire à l'avenir aucune impression sans la censure préalable du gouvernement <sup>74</sup>...

Telle était la situation de l'imprimeur et de son imprimerie à cette époque sans cesse ballottée par des changements de personnes et de régimes, d'où les multiples embarras auxquels dut faire face ce modeste artisan sédunois.

### III

## Les libraires

« Eloigné des principaux centres, avec des moyens de communications difficiles, tributaire né pour ses besoins de l'industrie de ses voisins », écrit au début du XIX<sup>e</sup> siècle Echasseriaux <sup>75</sup>, le Valaisan avait encore une instruction peu développée. Aussi le commerce littéraire et scientifique avait-il peu de diffusion en Valais.

Les découvertes et les événements qui depuis trois siècles ont embelli et enrichi les cités, qui ont amélioré la société en introduisant l'aisance, les jouissances de la vie et la prospérité, n'ont eu jusqu'ici aucune influence sur le peuple valaisan <sup>76</sup>.

Les mêmes impressions, les mêmes pensées se retrouvent chez plusieurs auteurs et visiteurs étrangers qui décrivirent le Valais à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ou au début du XIX<sup>e</sup>.

En traversant le Valais, écrit Mallet <sup>77</sup>, on se croit encore dans le moyen âge ; il semble que ce pays n'a pas marché de front avec le reste de l'Europe et que la civilisation et les « lumières » n'ont pu franchir encore les hautes montagnes qui le séparent du monde.

---

<sup>74</sup> *Dénonciation contre l'imprimeur Antoine Advocat par le Conseil d'Etat et procédure*. 15 feuillets manuscrits in-folio, Sion, Archives Bourgeoises, tiroir 246, liasse 17, N<sup>o</sup> 21, 1810.

<sup>75</sup> Echasseriaux, *op. cit.*, p. 14.

<sup>76</sup> *Ibidem*, p. 15.

<sup>77</sup> Mallet, *Lettres sur la route de Genève à Milan par le Simplon écrites en 1809*, p. 60.

L'activité typographique restreinte du seul imprimeur établi dans le pays n'apportera qu'une faible contribution à la diffusion des œuvres littéraires et scientifiques.

Des colporteurs étrangers parcouraient le pays et vendaient avec d'autres marchandises les quelques rares ouvrages qui pouvaient intéresser une maigre clientèle de lecteurs. Seuls, les fils de familles enrôlés aux services étrangers ainsi que ceux fréquentant les universités rapportaient dans leurs bagages quelques livres achetés en dehors du Valais et qui formaient le noyau des bibliothèques patriciennes.

Ce n'est que vers la fin du XVIII<sup>e</sup> ou au début du XIX<sup>e</sup> siècle que le terme de *libraire* est consacré officiellement chez nous.

D'après une enquête ordonnée par Stapfer, ministre des sciences et des arts de la République Helvétique, Charles-Emmanuel de Rivaz, alors préfet national du Valais, répondait ainsi aux questions posées par le ministre :

Je m'empresse de répondre à la lettre que vous m'adressez, par laquelle un état des librairies, imprimeries et papeteries de ce canton m'est demandé.

Il n'y a qu'une seule imprimerie qui est à Sion. Elle appartient à la ci-devant Bourgeoisie, elle n'a qu'une presse. C'est le citoyen Antoine Advocat qui la tient à son compte.

Quant aux libraires, la même imprimerie a quelques livres de prières et environ une centaine de volumes divers qui ne sont d'aucun intérêt. C'est la seule librairie qui existe à Sion. Il y a encore une petite librairie à Monthey tenue par le citoyen Michel Detorrenté. Il fait venir les livres de commission et en tient quelques-uns à vendre à son compte<sup>78</sup>.

Quelques années plus tard, en 1803, Joseph Bachmeyer demande la permission d'exercer son état de libraire en ville de Sion, nonobstant sa pauvreté qui l'a empêché de déposer la garantie exigée par la Ville pour cela et bien que son père ait été expulsé du lieu pour certaines graves fautes. Bachmeyer allègue qu'il est né à Sion et qu'il considère cette cité comme son berceau<sup>79</sup>.

Cette demande a-t-elle été prise en considération par les autorités sédunoises ? Le fait est qu'aucune trace de ce libraire Bachmeyer ne se retrouve par la suite...

Aussi bien, durant toute cette période, le *Bulletin officiel* insère-t-il de nombreux avis et réclames de libraires de Lausanne

---

<sup>78</sup> Louis Boucard, *L'Ecole primaire valaisanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938, p. 108.

<sup>79</sup> *Supplique de Joseph Bachmeyer à la Bourgeoisie de Sion*, Archives Bourgeoisiiales, Sion, rayon 247, liasse 5.

ou d'ailleurs offrant des livres, dont certains ont acquis de nos jours une certaine valeur <sup>80</sup>.

En ce début du XIX<sup>e</sup> siècle, la capitale valaisanne poursuit sa vie monotone, traditionnelle, exempte de distractions, de jeux et de plaisirs.

Dans ses lettres sur le Valais, Echasseriaux écrit : « Le Valais offre un aspect tout à fait différent de celui des autres pays. N'y cherchez pas le spectacle de tout ce qui agite, occupe, anime ailleurs les sociétés, enfin tous les événements de vie et les relations des autres contrées. <sup>81</sup> »

Un auteur anglais, William Beattie, fait la même remarque : « Il n'y a probablement pas une ville comme Sion où les pensées mélancoliques soient excitées plus puissamment, et bien peu aussi où l'instruction et les jouissances intellectuelles soient achetées plus difficilement. <sup>82</sup> »

Le Dr Schiner, dans son ouvrage <sup>83</sup>, confirme les dire des auteurs précédents : « Les jeux et les plaisirs, écrit-il, ne sont ni fréquents, ni grands à Sion. »

Cette monotonie, dont parlent tous ces auteurs, fut rompue, sous l'administration du Préfet Derville-Maléchar, par les divers fonctionnaires français qui vinrent se fixer dans la cité devenue Préfecture du Département du Simplon.

« Cette monotonie, écrit l'historien-chroniqueur Anne-Joseph de Rivaz, y était moins sévère par cet afflux d'éléments étrangers. Un café s'était ouvert avec billard, on y installa aussi un cabinet de lecture contenant des livres d'histoire, des romans et des poésies qu'on louait aux amateurs. <sup>84</sup> » Ces derniers n'étaient pas nombreux car, si l'on excepte quelques familles cultivées qui possédaient une bibliothèque particulière, on ne lisait guère en Valais. L'Etat lui-même n'encourageait pas cette distraction intellectuelle, puisque la Bibliothèque nationale n'apparaîtra qu'en 1823, et encore sera-t-elle réservée à l'usage des autorités <sup>85</sup>.

---

<sup>80</sup> Jacob Lacombe, à Lausanne, offre ses livres à moitié prix de son catalogue ; il propose, entre autres, les ouvrages suivants : *Cours complet d'Agriculture* par l'abbé Rozier, 12 vol. in 4<sup>o</sup> avec planches ; *Fables de La Fontaine*, 4 vol. avec 247 fig. en taille douce, à 3 livres ; *La nouvelle Héloïse* de Rousseau, 4 vol. avec fig. ; *Œuvres complètes* de Buffon, 52 vol. avec fig. enluminées ; etc., etc.

*Bulletin officiel*, 1807, N<sup>o</sup> 19, pp. 154-155.

<sup>81</sup> Echasseriaux, *op. cit.*, p. 13.

<sup>82</sup> William Beattie, *La Suisse pittoresque*, p. 49.

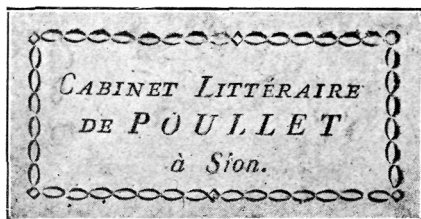
<sup>83</sup> Dr Schiner, *op. cit.*, p. 305.

<sup>84</sup> Sadrain, *op. cit.*, p. 121 ; André Donnet, *Un curieux projet de Bibliothèque cantonale en 1850*, dans *Ann. Val.*, 1952, p. 285.

<sup>85</sup> A. Donnet, *op. cit.*, p. 290.



A l'époque du Département du Simplon, un cabinet littéraire, fondé par un Français du nom de Pouillet, s'ouvrit à Sion. Selon la tradition conservée dans les familles sédunoises, ce cabinet devait être situé au 1<sup>er</sup> étage d'une maison sur le Grand-Pont, dans l'appartement occupé aujourd'hui par M. Adrien de Riedmatten, au-dessus des magasins Schmid et Stalder.



Marque du cabinet littéraire de Pouillet,  
à Sion

Le *Mémorial* du Département ainsi que les *Mémoires* du Préfet comte de Rambuteau ne contiennent aucune mention de ce cabinet de lecture, qui nous est cependant connu par un ex-libris<sup>86</sup>.

Dans la plupart des localités valaisannes, le marchand d'étoffes, l'épicier ou quelque autre négociant était le revendeur attitré des ouvrages importés ainsi que de la production de notre imprimeur sédunois<sup>87</sup>. De temps en temps, un libraire avise qu'il est arrivé à Sion, qu'il est assorti de toutes sortes de livres et qu'il offre ses services à juste prix à l'*Hôtel du Lion d'Or*<sup>88</sup>.

Jean-Maurice Lugon, marchand à Sion, tient en vente un assortiment de diverses qualités de papiers, de topettes d'encre, de cire d'Espagne et de Hollande à cacheter, ainsi que des almanachs de poche et autres, de carnets de voyage et de livres.

A Sion encore, ses collègues, les marchands de drap Paschi, Travallet, Perroulaz, annexent la vente des almanachs et autres ouvrages profanes et religieux à leurs étoffes.

A Sierre, c'est un Curti, un Joseph Fontaine, un Antoine de Clavibus ; à Brigue, un Kurz ; à Loèche, un sieur Grand ; à Martigny, Joseph-Elie Lugon ; à Saint-Maurice, les frères Baud ; à

<sup>86</sup> Comtesse, *Les Ex-libris valaisans*, dans *Ann. Val.*, 1<sup>re</sup> s., 1927, pp. 105-106.

<sup>87</sup> *Livre de raison* de l'imprimeur Advocat, dans lequel l'on trouve toute une nomenclature de ces marchands.

<sup>88</sup> Léon Imhoff, *Propos d'Almanachs des temps jadis*, dans *Ann. Val.*, 1953, p. 373.

Vouvry, François Médico, qui, tous, conjointement à leur négoce, pratiquent alors la vente des livres, des almanachs, images et autres imprimés<sup>89</sup>.

Quant aux journaux étrangers, le Valais ne leur fournissait que peu d'abonnés. Un journal était alors un objet de luxe qui se payait assez cher et qu'augmentaient encore des ports élevés.

Aussi, à part des notables<sup>90</sup>, quelques rares curieux de nouvelles s'associaient en groupes pour subvenir aux frais d'un abonnement. D'autres lecteurs allaient dans les rares auberges où les précieuses gazettes passaient de mains en mains pour être lues et discutées.

C'est probablement ces circonstances qui déterminèrent, par la suite, la création d'auberges affermées à des particuliers comme ce fut le cas à Sion du *Lion d'or*<sup>91</sup> et du *Casino*<sup>92</sup>, où

<sup>89</sup> Livre de raison de l'imprimeur Advocat.

<sup>90</sup> Léon Imhoff, *Notices sur quelques journaux valaisans projetés de 1679 à 1839*, dans *Ann. Val.*, 1955, p. 286.

<sup>91</sup> L'Hôtel de ville de Sion est encadré de deux anciens bâtiments. Le premier, au nord, appelé la *Résidence*, et l'autre, au sud, le bâtiment de l'ancien *Hôtel du Lion d'or*. Ces bâtiments avaient été construits par la Bourgeoisie de Sion, en 1738 ; le premier servait d'habitation aux Résidents français en Valais, l'autre était destiné à héberger les députés à la Diète et était le lieu de réunion des notabilités de la ville. « Il y avait dans tout le pays, écrit Adalbert Bacher, une foule de pintes n'offrant aux visiteurs que la boisson, sans la moindre occasion de délassement ou de distraction, mais il y avait peu d'auberges. C'est probablement cette circonstance qui détermina la Bourgeoisie de Sion à créer elle-même une auberge telle que celle du *Lion d'or* pour l'affermir à des particuliers. » De 1738 à sa désaffectation comme hôtel, les différents tenanciers qui se sont succédés à la tête du *Lion d'or* nous sont connus. Le bâtiment, à son tour, changea de propriétaire à deux reprises. Mis en vente en 1852, et n'ayant probablement pas trouvé acquéreur, il fut vendu en 1861 à Alexandre de Torrenté, ancien conseiller d'Etat, puis revint à la Bourgeoisie ; cette dernière vendit définitivement une partie du bâtiment en 1873, puis, en 1875, le troisième étage, le café et la grange-écurie à divers propriétaires. Depuis lors, seul le café est exploité et deviendra ce qu'il est de nos jours, le *Café du Grand-Pont*. En 1866, la Municipalité avait donné l'autorisation à M. de Torrenté d'établir un trottoir de six pieds devant l'hôtel avec un « mastic de nouvelle invention » (ciment) et d'y faire une inscription (*Hôtel du Lion d'or*). Le trottoir actuel a remplacé l'ancien vers 1920. L'enseigne en bois peint de cet hôtel est conservée au Musée de Valère. Cf. *Bulletin officiel*, 19 juin 1852 et 26 juin 1861 ; *Acte d'achat de l'Hôtel du Lion d'or* par M. Alexandre de Torrenté, *Minute du notaire Jos. Brindlen*, N° 31, 1861 ; *Protocoles des séances du Conseil municipal de Sion, 1848-1864* ; Adalbert Bacher, *Les Auberges en Valais*, Sion, 1928, p. 17 ; notes personnelles.

<sup>92</sup> Le bâtiment du Casino, au midi du *Lion d'or*, fut construit par la Bourgeoisie de Sion en 1863 ; cet édifice contient actuellement la salle du Grand-Conseil, ornée d'une fresque du peintre Ernest Bieler en 1943. Au début, ce bâtiment comprenait au rez-de-chaussée un café, au 1<sup>er</sup> étage la grande salle servant à des réunions, spectacles, bals, etc. (actuellement salle des Pas perdus), ainsi que plusieurs salles adjacentes.

Dans le but de resserrer les liens de la société sédunoise en lui procurant



**Le Grand-Pont, à Sion, par W.-H. Bartlett (1835)**

On voit à droite, derrière la fontaine, l'ancien *Hôtel du Lion d'Or*, avec arcades ;  
puis l'Hôtel de Ville, surmonté de son beffroi ; enfin, l'ancien hôtel des Résidents de France.

l'on pouvait lire quelques journaux et où l'on créa une bibliothèque.

Nous terminerons cette étude en constatant que la domination française, de 1810 à 1813, ne fut pas en tout préjudiciable au Valais. Si la population manifesta de l'indifférence et de l'apathie envers l'autorité étrangère, il faut reconnaître les bonnes intentions de cette dernière lorsqu'elle s'efforçait de relever et de développer le bien général du pays.

Ce développement se poursuivra plus tard et se parachèvera par l'éclosion de la liberté de la presse et la suppression de la censure<sup>93</sup>, par la diffusion de l'instruction, la création d'une bibliothèque cantonale<sup>94</sup>, l'ouverture des voies de communication, l'extension de l'artisanat, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, autant de facteurs importants qui concourent à la prospérité du pays.

Léon IMHOFF

---

la facilité de se rencontrer et de jouir des agréments d'une bonne compagnie, comme de fournir aux autres citoyens et confédérés un lieu de réunion où ils auront l'occasion de se voir et de s'apprécier, une société du *Casino* se fonda sous la présidence de M. F. de Torrenté et avec M. Camille Dénériaz comme secrétaire, et loua à la Bourgeoisie tout le bâtiment. Après plusieurs années d'exploitation, la société fut dissoute et le bâtiment fut acheté en 1912 par la Municipalité de Sion qui l'affecta à une destination administrative.

Quatre édifices considérables, construits à peu de temps d'intervalle, eurent pour architecte M. Emile Vuilloud (1822-1889), de Monthey (*Armorial valaisan*, p. 288). Ce sont : le *Casino* en 1863, vis-à-vis la maison Wolff en 1864, à la rue de Lausanne la maison de M. Philippe de Torrenté (ancien collège et poste) en 1868, enfin la Grenette en 1869. Oeuvres reconnaissables au matériau préféré de cet architecte : le granit.

Cf. *Protocoles des séances du Conseil municipal de Sion* de 1848-1864 et de 1865-1874 ; *Règlement de la Société du Casino de Sion*, Sion, 1865 ; *La vente du Casino à la Municipalité de Sion*, dans *Feuille d'Avis du Valais*, 1912, N° 74 ; Madeleine Bieler, *Ernest Bieler, sa vie, son œuvre*, Lausanne, 1953, pp. 279-301 ; notes personnelles.

<sup>93</sup> *Constitution du Valais de 1839* et *Loi sur la presse*, *Recueil de lois du Valais*, t. VI, 1839, p. 19.

<sup>94</sup> A. Donnet, *op. cit.*, p. 8.